rapport d'activité 2014

sommaire

Editorial p. 2

Présentation du CARI, le rapport d'activité 2014 p. 4

Le CARI dans les oasis : développement d'une ferme agricole, Jorf (Maroc) p. 6

Le RADDO : p. 7

Groupe de Travail Désertification : quand la désertification fait face au changement climatique p. 10

Réseau Sahel Désertification : une année de transition et de perspectives p. 12

DRYNET : une année de transition après trois ans de soutien par la Coopération au développement de la Suisse p. 14

pS-Eau : favoriser les échanges entre les acteurs de la Méditérannée p. 16

Le CARI, l'équipe p. 18

Les actions de terrain et de plaidoyer du CARI sont menées en partie au travers des réseaux qu'il anime et coordonne. Ces réseaux structurés et organisés participent à améliorer l'efficacité de la société civile en termes de mobilisation des ressources, de capacité d'intervention et d'influence des décideurs politiques.

• Le Groupe de Travail Désertification est une plateforme d'acteurs français mobilisés dans le domaine de la lutte contre la désertification. Sa force réside dans la diversité de ses acteurs : scientifiques, associations, organisations professionnelles agricoles, collectivités locales. Le CARI est iniateur et animateur du GTD depuis 2000.
www.gtdesertification.org

• Le Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis est un réseau d'associations actives pour la sauvegarde des Oasis et pour la promotion du développement durable en milieu oasien en Algérie, au Maroc, en Mauritanie et en Tunisie. La création du RADDO répond à un cri d'alarme lancé par les oasiens d'Afrique, soucieux d'enrayer le déclin que ne cessent de subir les oasis. Le CARI est iniateur et coordinateur du RADDO depuis 2001.
www.raddo.org

• Le ReSaD est un réseau de quatre plateformes travaillant conjointement dans le cadre de la lutte contre la désertification au Burkina-Faso, au Mali, au Niger et en France. Les actions du ReSaD sont dirigées à la fois à l'échelle de ses pays membres et à l'échelle internationale. Le CARI est initiateur et coordinateur du ReSaD depuis 2010.
www.cariassociation.org/resad

• Drynet est un réseau couvrant les cinq continents et regroupant quinze partenaires dans le domaine de la lutte contre la désertification. Il regroupe des partenaires présents en Afrique du Sud, au Sénégal, à Madagascar, en Inde, au Chili, en Mauritanie, en Iran, au Pakistan, au Pays-Bas, en France, au Kazakstan, en Bolivie, en Turquie... Le CARI est membre de Drynet depuis 2007 et assure la présidence du réseau depuis 2013.
www.dry-net.org

• Le Programme Solidarité Eau est une plateforme française dédiée à la coopération décentralisée visant l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous dans les pays en développement. Le CARI coordonne l'antenne Méditerranée du pS-Eau depuis 2000.
www.pseau.org

Avec le cœur comme avec la raison, construire obstinément et sans fin l'avenir que nous voulons

L'année 2014 aura été pour le CARI maquée par un fort investissement dans divers projets d'envergure. A savoir AVACLIM, projet visant à produire des données scientifiques, du partage d'expériences et du plaidoyer associant des partenaires expérimentés en matière d'agroécologie dans treize pays. Ceci en donnant vie à un désir déjà ancien de valider des pratiques agroécologiques capables d'argumenter la mise en place de politiques publiques. De même le CARI a mis de l'énergie à impliquer la société civile dans la construction du projet FLEUVE en appui à l'initiative africaine de Grande Muraille Verte du Sahara et du Sahel. Le CARI s'est également entièrement mobilisé sans compter pour rendre opérationnelle l'initiative Désertif'Actions 2015 à Montpellier : un forum mondial de la société civile sur la lutte contre la désertification et la dégradation des terres. Enfin le CARI a redoublé d'efforts pour mieux anticiper et accompagner les développements prometteurs du réseau RADDO pour la sauvegarde des oasis et a renouvelé l'équipe des volontaires en place dans les pays. .

Pour porter ces initiatives tout en poursuivant les activités habituelles, l'équipe des membres permanents a du être renforcée par deux personnes, alourdissant ainsi sérieusement les charges. Toutefois il nous a semblé que 2015, année Internationale des sols, année européenne du Développement, année décisive pour l'adoption des objectifs de développement durable et année cruciale pour le changement climatique lors de la COP21 en France, constituait une formidable opportunité pour articuler enfin le sujet des terres avec celui du changement climatique.

Au cours du forum Désertif'Actions 2015, nous allons, avec de nombreux autres acteurs, faire résonner les voix de la terre, de toutes les terres, pour une agriculture et une gestion des ressources naturelles qui permette d'espérer un futur vivable pour tous. En premier lieu pour les plus vulnérables.

Et pour répondre à notre niveau aux fêlures du monde.

Présentation du CARI

le rapport d'activité 2014

le Cari

Le CARI en quelques mots

Le CARI (Centre d'actions et de réalisations internationales) est une association de solidarité internationale basée à Viols le Fort depuis 1998. Le CARI est géré par un conseil d'administration de 12 bénévoles et animé par une équipe de 5 permanents. Le CARI :

• agit dans le domaine du développement rural et de la lutte contre la dégradation des terres sous les effets de la désertification et du changement climatique.

• vise l'amélioration des conditions de vie des populations locales et la lutte contre la pauvreté.

• concentre son action sur la gestion et la valorisation des ressources naturelles dans un but de développement durable.

Ces activités recouvrent deux chantiers distincts mais complémentaires : agir sur le terrain et mobiliser les acteurs. Dans ce cadre le CARI adopte une démarche participative reposant sur un principe de subsidiarité ; c'est pourquoi le CARI travaille partenariat avec des associations au sud pour atteindre les groupes de base. Le CARI travaille également à la création de réseaux et de plateformes pour les acteurs de la société civile avec l'objectif de « faire ensemble » pour avoir un impact plus important.

Un projet pour le développement de l'agroécologie

En 2013 le CARI a initié la réflexion autour d'un nouveau projet intitulé : « Agroécologie, une voie d'adaptation au changement climatique dans les zones sèches » (AVACLIM). Ce projet a passé avec succès une étude de faisabilité et l'avis scientifique du FFEM (France).

En effet, si de nombreux acteurs développent de longue date une approche et des techniques d'agroécologie en zone sèche, il subsiste cependant a) une insuffisante capitalisation des expériences, b) un déficit de validation scientifique des résultats et impacts obtenus et d'analyse des facteurs et freins au développement et au succès des pratiques agroécologiques, et c) un manque de soutien de la part des politiques publiques. Les trois facteurs étant intrinsèquement liés. C'est pourquoi une meilleure capitalisation des expériences, ainsi que la mise en œuvre d'un plaidoyer efficace et argumenté pour des politiques publiques favorables à l'agroécologie sur la base d'évaluations scientifiquement validées, apparaissent comme des enjeux majeurs pour le développement de l'agroécologie en zones sèches.

L'objectif général de ce projet, sera mis en œuvre dans dix pays (Afrique du Sud, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Ethiopie, Iran, Mali, Maroc, Sénégal, Tunisie) et au niveau international, est donc de contribuer à un développement de l'agro-écologie dans les zones sèches, en tant qu'outil pour l'adaptation et l'atténuation au changement climatique, et pour accroître la sécurité alimentaire à long terme. Cet objectif sera atteint par le biais d'une amélioration des interventions des acteurs, ainsi que d'activités de plaidoyer fondées scientifiquement en faveur de politiques publiques favorables au développement de l'agro-écologie.

Pour cela, un partenariat important est prévu notamment avec un consortium scientifique dont le chef de file sera l'IRD. Au total c'est un projet qui regroupera 13 partenaires qui sont des acteurs expérimentés en matière d'agroécologie.

En 2014, le CARI a réalisé la partie montage de projet et recherche de financement, et actuellement le projet est déposé au Fond français pour l'environnement mondial qui statuera sur ce dossier final en avril 2015. Le projet a également été soumis à la coopération suisse qui est fortement intéressée.

Mandats et représentations ; le CARI porteur d'une parole de la société civile dans plusieurs foras internationales

Outre les activités formelles du CARI liées à la mise en œuvre de projets et des financements correspondants, le CARI se trouve de plus en plus en situation de représentation pour le compte de la société civile. Ce rôle très important consiste à assurer une plus grande participation de la société civile dans divers débats et projets de grande envergure qui impliquent des états ou des organisations internationales :

• Depuis fin 2013, P. Burger est un des 5 représentants du panel de la société civile au sein de la

Le CARI a la journee des associations de Montpellier

Convention des Nations Unies de lutte contre la Désertification. Cela consiste à favoriser la participation pendant les rencontres de l'UNCCD, d'assurer un lien avec le Secrétariat Exécutif de l'UNCCD, de participer à la publication d'une lettre électronique à intervalle régulier, d'assurer une contribution substantielle de la société civile à l'occasion des conférences, d'aider à la sélection des OScs sponsorisées pour des COP, etc…

• Depuis 2013 le CARI, via P. Burger, détient aussi un mandat de membre du Conseil d'administration de l'organisation Intergouvernementale Observatoire du Sahara et du Sahel (http://www.oss-online.org). Ce mandat consiste avant tout à relayer l'information entre OSS et la communauté des Organisations de la société civile et aussi de chercher à mieux impliquer ces dernières dans les travaux et projets de l'OSS. Dans ce cadre le CARI a été mandaté pour faire partie du comité de pilotage d'un des projets gérés par l'OSS, le projet MENA DELP visant l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et leur valorisation économique dans cinq pays (Algérie, Tunisie, Maroc, Jordanie, Egypte).

Au cours de l'année 2014 le CARI a participé à plusieurs rencontres internationales sur le thème l'agriculture familiale : à Montpellier organisée par le CIRAD, et à Zagora au Maroc, organisée par la FAO ainsi qu'au Salon de l'Agriculture de Paris.

Le CARI a également participé à la Global Soil Week de Berlin et au symposium de la FAO à Rome dédié à l'agroécologie (la controverse avec Climate Smart Agriculture a été l'un des objets du débat).

Ces mandats, représentations et discussions prospectives, pourraient seulement flatter, mais ils sont exigeants en termes de temps de travail comme en termes de positionnement stratégique lorsqu'il s'agit d'être porte parole d'une catégorie d'acteurs – les OSCs – au sein d'instances et de débats où se fabriquent les courants de pensées comme les décisions d'orientation. Le CARi doit en toute circonstances honorer la confiance qui lui est faite. Mais aussi trouver les moyens financiers de dégager le temps de travail nécessaire sans se mettre lui-même en péril..

Une communication revue pour une meilleure visibilité au service des partenaires

Le CARI a initié à partir de fin 2013 la refonte de sa communication, celle propre au CARI comme celle des réseaux qu'il anime et coordonne. Les évolutions en 2014 sont les suivantes :

Référencement des Sites Internet

- **Le CARI apparait en premier choix lors d'une recherche Google, devant l'entreprise de BTP du même nom.**
- **Le GTD ne ressort pas dans les premiers résultats lors d'une recherche "gtd", mais une fois "désertification" ajoutée, le site du GTD est en première ligne.**
- **Le RADDO ressort en premier dans les résultats lors d'une recherche "raddo". Il est le premier des réseaux à profiter d'une page sur Wikipédia (encore en discussion avec Wiki pour admission complète) :**

http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9seau_associatif_de_d%C3%A9veloppement_durable_des_oasis

Facebook

- **Page CARI : 347 fans, + 115% en un an**
- **Page GTD : 436 fans, + 60% en un an**
- **Page RADDO : 915 fans, + 233% en un an**

Youtube (Chaine CARI)

5 "playlists" classées en fonction des thématiques du CARI regroupant :

- **5 vidéos "made in CARI"**
- **19 vidéos de partenaires**

La chaine (créée en 2014) totalise 771 vues et près de 4000 minutes regardées.

Actualités / newsletter (diffusion, électronique)

- **CARI : 85 actualités en 2014, soit une moyenne de 7 par mois**
- **GTD : 110 actualités en 2014, soit une moyenne de 9 par mois**
- **ReSaD : 2 publications de la lettre du ReSaD**
- **RADDO : 95 actualités en 2014, soit une moyenne de 8 par mois, et 2 publications de El Waha (magazine RADDO)**

Liste de diffusion

- **Liste diffusion CARI, nombre de personnes ciblées : 1391, Evolution +126**
- **Liste diffusion GTD, nombre de personnes ciblées : 1865, Evolution +109**
- **Liste diffusion ReSaD, nombre de personnes ciblées : 1390, Evolution +84**
- **Liste diffusion RADDO, nombre de personnes ciblées : 2002, Evolution +142 contacts**

Budget CARI 2014

Budget global : 660 000 euros
Subventions publiques : 480 000 euros
Subventions privées : 120 000 euros
Masse salariale : 266 000 euros
(soit 40 % du budget global)

Le CARI et les oasis

Développement d'une ferme agroécologique, Jorf (Maroc)

Oasis

L'année 2014 a vu se terminer la première phase du projet Jorf qui avait pour objectif d'appuyer la création d'une ferme de démonstration pour la diffusion de pratiques agroécologiques et de favoriser l'utilisation durable des ressources naturelles de l'oasis. C'est pour nous l'occasion de faire le point sur les 2 axes de travail qui constituaient le projet.

Axe 1 : transformation du lieu de production en ferme agroécologique

Le CARI s'est attaché à appliquer sur une ferme existante les principes d'une agriculture écologique avec un souci permanent de rentabilité économique. L'accompagnement technique a porté sur la gestion de la fertilité comme élément central de l'approche agrécologique. Mais aussi sur les pratiques de maraîchage, lutte phytosanitaire, arboriculture, travail du sol, aspects financiers et investissements structurants (système goutte à goutte et pompage solaire).

En plus d'un suivi quotidien, l'agriculteur a bénéficié de missions techniques spécifiques menées par l'équipe du CARI soit 38 jours d'intervention. In fine, en un temps très court l'agriculteur a pu faire évoluer ses pratiques avec des répercussions sur l'efficacité économique de la ferme : économie d'eau, gain de temps et augmentation du chiffre d'affaire.

Mise en place d un espace maraîcher

Formation technique à Jorf, Maroc

Axe 2 : la diffusion des pratiques

Le projet a pleinement réussi son rôle de diffusion à partir de la ferme qui a accueilli plus de 400 personnes sur les 2 ans touchant divers publics.

Dans l'entourage direct de la ferme, les formations ont permis de toucher différents agriculteurs de proximité et inscrire au moins 5 d'entre eux dans une vraie démarche agroécologique. « On a appris des choses auxquelles on adhère et on souhaite s'éloigner des produits chimiques pour notre santé. »

Dans l'ensemble de l'oasis de Jorf, la diffusion a été accentuée à l'occasion de l'atelier de traction animale avec la mobilisation de nombreuses associations.

Enfin, dans la grande région du Tafilalet et au-delà, la diffusion a très bien fonctionné avec la mise en place d'une dizaine de formations. Différents types de publics ont été mobilisés : agriculteurs, enseignants chercheurs, étudiants, grands publics. L'agriculteur partenaire a joué un vrai rôle de formateur démontrant ainsi ses connaissances acquises et valorisant sont expérience.

Formation à Jorf, Maroc, 2013

Projet du Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADDO)

Première année réussie

Le RADDO poursuit ses activités et a lancé depuis septembre 2013 son 3ème programme d'actions concertées des oasis.
Pour cette première année, le RADDO a du constituer avec beaucoup de nouveautés en interne : changement de point focal au Maroc, renouvellement des conseils d'admnistration pour les points focaux algérien et tunisien. Cependant, preuve de sa stabilité, le RADDO a su intégrer ces nouveaux acteurs qui ont su prendre rapidement leurs responsabilités, et a pu ainsi poursuivre ses activités.

L'année 2014 a été riche en réalisations :
• Organisation de 6 rencontres régionales regroupant 106 associations permettant de présenter le réseau et de faire remonter les différentes problématiques oasiennes
• Organisation de 7 formations techniques destinées aux oasiens et bénéficiant à plus de 100 personnes
• 4 voyages d'étude nationaux regroupant plus de 70 personnes visant à favoriser l'échange d'expériences
• Participation à 20 évènements nationaux permettant de porter la voix des oasis et valoriser les expériences associatives
• Organisation d'un voyage d'étude international sur le palmier dattier regroupant une dizaine de personnes d'Algérie, Maroc, Mauritanie, Niger et Tunisie.

Au final, ce sont plus de 150 associations qui ont été mobilisées dans le cadre des activités de renforcement de capacités (formations, voyages d'étude, échange d'expérience).

Un plaidoyer actif

Tout au long de l'année et de sa participation à différents projets ou rencontres internationales, le RADDO a poursuivi son action de plaidoyer en faveur des agrosystèmes oasiens.

RAPPEL :

Né en novembre 2001, le Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADDO) est un réseau d'associations actives au Maghreb pour la sauvegarde des oasis. Tout en étant l'un des initiateurs, le CARI y est inscrit en tant que facilitateur. Un point focal est présent dans chaque pays, l'ASOC en Tunisie, l'APEB en Algérie, l'AOFEP au Maroc et Tenmiya en Mauritanie.
Afin de remplir les objectifs qu'il s'est fixé et de renforcer sa dynamique de réseau, le RADDO a déposé en 2009 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE) français et de la CAIXA, banque de développement espagnole, un projet pour la gestion durable des ressources des oasis au niveau des 4 pays du réseau.
Ce projet appelé PACO (Programme d'Actions Concertées des Oasis) aujourd'hui co-financé à 50% par l'AFD depuis 2011, présente deux composantes :
- Le renforcement des capacités de la société civile oasienne
- Et une, plus technique sur la gestion des ressources naturelles (biodiversité, valorisation des productions, agroécologie et gestion de l'eau).

Le RADDO s'est impliqué fortement dans la dynamique de l'année internationale de l'agriculture familiale avec sa participation à :
• la session inaugurale de la FAO pour l'Afrique du Nord et une présentation des spécificités oasiennes,
• à une rencontre internationale à Montpellier sur agriculture familiale et recherche,
• et une participation active au forum international de Zagora sur les oasis avec en conclusion la

pres agri fam forum international zagora dec 2014

rédaction et la publication d'une note de position appelant à privilégier l'agriculture familiale oasienne.

De la même manière, le RADDO a cherché à intégrer la problématique oasienne dans le projet régional porté par l'Union Africaine de la Grande muraille verte en participant à Rome avec l'ensemble de ses membres à la réunion de lancement. Les oasis y ont été reconnues comme problématique à part entière.

Enfin, le RADDO participe en tant que représentant de la société civile au comité de pilotage du projet régional MENA DELP (http://www.oss-online.org/fr/mena-delp). Ce projet mis en œuvre par l'OSS avec le soutien de la Banque Mondiale et du FEM vise à favoriser les échanges d'expériences sur la gestion des ressources naturelles en zones arides. Le RADDO a réussi à y faire intégrer les oasis comme un thème d'étude spécifique.

Une visibilité accrue

Finalement, le RADDO a fortement gagné en visibilité, aussi bien au niveau des associations oasiennes qu'au niveau des responsables publics.

Rencontre pf Algérie + min agri sudagral, décembre 2014

Son implication et sa reconnaissance vis-à-vis des pouvoirs publics va grandissante à l'image du travail mené par l'AOFEP au Maroc dans le cadre de la loi sur l'eau ou encore de l'implication de l'ASOC dans le comité de pilotage d'un projet banque mondiale sur les oasis tunisiennes.

L'enjeu du réseau reste toutefois d'accroître son engagement vis-à-vis des associations et de renforcer son expertise afin de construire un plaidoyer basé sur l'expérience des membres.

Le RADO a également décidé de prospecter dans 2 nouveaux pays que sont le Tchad et le Niger. En effet, la rencontre avec 2 associations de ces pays a permis de se lancer dans un premier travail de

Voyage d'étude à la coopérative de Figuig, Maroc septembre 2014

Echange d'expérience entre agriculteurs, oasis de Tawaz, Mauritanie, mai 2014

recensement et d'identification des acteurs afin d'évaluer les possibilités d'élargissement du réseau à ces pays. Ce travail est en cours et la participation de ces associations aux rencontres du comité de suivi permanent du RADDO est l'occasion pour eux de se familiariser avec les membres et leur fonctionnement.

Les bénéficiaires

Au Maroc : plus de 90 associations et coopératives mobilisées, 30 responsables locaux et institutionnels, 20 agriculteurs, plus de 70 femmes ou encore 160 élèves de collège.
En Mauritanie : 980 membres des associations des 2 principales régions oasiennes de la Mauritanie étaient mobilisés. Soit 700 membres des associations de l'oued de Tidjikja région du Tagant, 200 femmes issus de 4 coopératives féminines de l'Adrar et 80 membres de l'AGPO de Tawaz.
En Algérie : 21 agriculteurs, 40 élèves de 2 établissements scolaires, 11 femmes du réseau SARAS

En Tunisie : plus de 50 associations mobilisées dans le Sud Tunisien (Gabès, Gafsa, Tozeur, Médenine, Kébili et Tataouine) dont 50 femmes. Des institutions telles que l'IRA ont été sollicitées tout au long de cette première année pour appuyer les activités du réseau en Tunisie. L'ASOC s'est aussi rapprochée d'initiatives nationales telles que le Programme d'Appui à la Société Civile (PASC) pour la mise en place de rencontres dédiées à l'étude des besoins des acteurs de la société civile.
Au Tchad et au Niger : 24 associations oasiennes concernées par le recensement, 2 associations référentes impliquées dans le fonctionnement du réseau

Pour le volet Agir, ce sont plus de 400 bénéficiaires dans le cadre du projet Jorf qui ont été sensibilisés ou formés aux techniques agroécologiques.

Groupe de Travail Désertification :

quand la désertification fait face au changement climatique

Le Groupe de Travail Désertification (GTD) est un réseau multi-acteurs qui trouve sa force dans la diversité des profils de ses membres : des ONGs, un comité scientifique, des collectivités locales... mais aussi dans le lien étroit qu'il a tissé et qu'il entretient avec les décideurs politiques français. Tous les membres ont comme point commun d'intervenir, au moins pour une partie de leurs activités, sur le thème du développement dans les zones arides, de la restauration des terres et des alternatives possibles face à la dégradation des ressources naturelles et économiques dans ces zones. Le GTD est organisé autour de 3 objectifs :

• L'objectif du GTD de peser sur la prise de décision a été atteint cette année. Pour cette période, le groupe de travail s'est centré sur l'élaboration de ses positions, sur les thèmes du changement climatique et de la LCD principalement, mais aussi sur le concept de Neutralité dans la Dégradation des Terres et de Climate Smart Agriculture. La discussion sur ces sujets a été faite en interne aux réseaux et plate-formes partenaires, sur la base des divers moyens de diffusion existants (actualités, newsletter, organisation de journée thématique). L'ensemble de ces positions seront renforcées et diffusées auprès des cibles concernées dès l'année 2015.

• L'objectif d'accompagner l'action des membres a aussi été atteint. En particulier, le chantier thématique Territoires et agroécologie, qui était un des gros chantiers pour 2014 a permis de produire un canevas très détaillé et une grande partie des contenus pour le guide d'accompagnement prévu. L'année 2015 permettra de finaliser les contenus et de mettre en forme ce document final. En parallèle, le GTD a poursuivi dans son rôle de mutualisation d'information et de diffusion sur les thèmes qui lui sont proches : techniques de LCD, évènements sur les thématiques en lien avec la LCD, le CC et les voies d'action possible (dont l'organisation d'une rencontre en juillet 2014 des acteurs français du développement sur ce thème qui a été un franc succès) etc. L'amélioration des outils de stockage et de diffusion (base de données et site internet) ont été conceptualisés mais ne seront disponible qu'en 2015.

• Dans le cadre de l'objectif de sensibilisation de l'opinion publique, les activités initiées en 2013

Antoine Cornet, administrateur CARI et représentant du CSFD dans le GTD, a présidé la journée sur désertification et changement climatique le 10 juillet 2014 à Paris

La journée du 10 juillet 2014 a été un franc succès pour le CARI et le GTD

ont été poursuivies, et la collection d'un ensemble de 7 marques pages expliquant la désertification dans différentes régions du monde est maintenant complète. Leur diffusion est programmée pour 2015. Le GTD a aussi participé à différents évènements comme la quinzaine des tiers mondes, à Montpellier en novembre, ou des conférences organisées dans des cadres plus restreints (Montpellier SupAgro, Maison des Tiers Monde et de la Solidarité Internationale).

En conclusion, les activités prévues pour 2014 ont globalement été réalisées. Cette année ne comptait pas d'évènements internationaux majeurs concernant nos problématiques, et le groupe de travail a donc pu se concentrer sur la partie renforcement des capacités de ses membres. Le groupe s'est investi dans des travaux de fond, entre autres pour renforcer ses capacités d'expertise, mais aussi pour se poser des questions plus réflexives et stratégiques sur ses objectifs et perspectives. Cela a aussi permis d'avoir une année préparatoire à l'année 2015 très riche en évènements internationaux majeurs.
Différents sujets ont été identifiés, et pourront être approfondis et mis sous forme de document de position pour les rendez vous de 2015 (en particulier COP 12 et COP 21). Cette alternance entre des années nécessitant un investissement important en activités de plaidoyer et des années permettant un recentrage sur les sujets de fond apparait aujourd'hui comme étant bénéfique. Le GTD doit tirer profit de cette situation en continuant à intervenir sur les négociations internationales, sans s'y perdre et en s'assurant de la solidité de ses argumentations en prenant le temps de travaux de fond.

Les chantiers thématiques du GTD, comme celui récent du lien entre changement climatique et lutte contre la désertification, permettent de diffuser plus largement les informations majeures sur la LCD, de faire travailler ensemble des acteurs qui n'en avaient pas forcément l'habitude et de renforcer ce lien entre la thématique des terres (au cœur de la problématique de la désertification) et celles des autres conventions. Tout en étant conscient de la conjoncture favorable de 2015 pour ces rapprochements (entre autres du fait de la COP 21), le GTD compte parmi ses membres des ONG appartenant à d'autres groupes ou réseaux. Il est donc envisageable de poursuivre au-delà de 2014-2015 les liens avec les autres structures non directement liées à la LCD, en s'appuyant sur ces liens structurels entres les réseaux de la société civile. Par exemple, de nombreux membres du GTD sont aussi membres de la Commission Climat et Développement de Coordination Sud, au sein duquel le CARI est engagé dans le projet PAMOC 2 (Projet d'Appui à la mobilisation des ONGs françaises sur le Climat). Dans le cadre de ce projet, nous restons en veille active sur de nombreux sujets et sommes leaders en partenariat avec AVSF sur la réalisation de l'étude suivante : « Les innovations agroécologiques face au changement climatique en Afrique ». Cette étude sera réalisés sur la base du travail d'une stagiaire dès le mois de janvier 2015, et sera valorisée lors de Désertif'Actions 2015 et des évènements internationaux de 2015.

Enfin, le GTD voit sa liste de membres actifs s'élargir : les collectivités locales et le secteur privé redeviennent des parties prenantes impliquées dans les chantiers du GTD. Les modalités de fonctionnement évoluent avec la recherche d'une plus grande efficacité du travail collectif. L'arrivée en 2015 des évènements internationaux majeurs va permettre de tester la cohésion du groupe dans le cadre des activités de plaidoyer et de tester son niveau d'engagement dans la finalisation des chantiers collectifs.

Réseau Sahel Désertification :

une année de transition et de perspectives

Résad

Le premier semestre 2014 correspond à la dernière phase du ReSaD dans le cadre de la période co-financée par l'AFD de 2010 à 2014. La période écoulée se révèle plutôt positive puisque l'ensemble des activités ont été réalisées. Le travail effectué par les plateformes du ReSaD a permis de répondre aux 5 objectifs spécifiques que le projet s'était fixé. Cette troisième période a donc un bilan très positif. Concernant l'établissement d'une concertation au niveau national et international, les activités menées sur cette période ont permis au ReSaD d'être positionné dans différentes arènes politiques et institutionnelles, et le relais entre ces arènes et les organisations de la société civile ont bien fonctionné. D'une part la voix de la société civile a pu être entendue (participation active aux cadres de concertation), et d'autre part, les informations glanées lors de ces réunions ont pu être redistribuées. Concernant le renforcement de capacités, les formations que les points focaux du ReSaD ont suivis ont pu être transmises au moins partiellement au sein des plateformes. Des formations techniques spécifiques dans certains pays ont aussi complétées l'offre de formation. Concernant la contribution aux politiques publiques, la participation du ReSaD à la COP 11 a permis d'influer sur les modalités d'accréditation du secteur privé à la CNULCD et sur différentes thématiques d'actualités (financement de la participation de la société civile, évolution du concept de LDNW…). Ces éléments là ne sont pas forcément suivis d'effets à court terme mais ce type de travail de longue haleine a déjà montré qu'il peut porter ses fruits.

Concernant la mutualisation, la capitalisation et la communication à destination des acteurs impliqués, les actions du ReSaD ont été solides. Que ce soit à travers les ateliers de restitutions, les campagnes d'information ou la mise à jour des actualités sur le site internet du GTD (centre de ressource pour le ReSaD), cette mission sur cette période 3 a été accomplie. Concernant la sensibilisation de l'opinion publique, la mise en œuvre régulière d'évènements lors de la journée de la désertification dans les différents pays (17 juin) ou à d'autres moments dans l'année, la parution d'article dans la presse ou les simples informations disponible sur internet permettent d'assurer cette mission.

Le projet ReSaD 1 se terminait en juin 2014 et un dernier comité de pilotage a été organisé fin mai 2014 à Ouagadougou, pour faire le bilan sur les 4 ans du projet et réaliser une évaluation participative avec l'aide d'un évaluateur externe. Sur la base de ces éléments, le rapport final d'activité du ReSaD et le document d'évaluation ont pu être envoyé à l'AFD, qui est en cours de traitement du dossier. Le projet ReSaD 2 a aussi pu être finalisé lors de cet atelier, et est aussi en phase de traitement à l'AFD. Tout porte à croire que cette deuxième phase pourra démarrer en juin 2015.

Moussa Halilou, point focal ReSaD, et Ahmadou Gambo, président du CNCOD, rencontrent un administrateur du CARI, Marc Dufumier, lors d'une conférence à Niamey

Pendant cette période de transition, les partenaires du ReSaD ont été impliqués dans le projet Fleuve (Front Local pour l'Environnement et une Union Verte). Ce projet est porté par le Mécanisme Mondial dans le cadre de la CNULD, et intervient sur les 3 pays du ReSaD, sur le Sénégal (partenaire Drynet) et sur le Tchad (partenaire RADDO). La période de juin à fin septembre nous a amené à réaliser les livrables suivants :

Le travail d'évaluation participative du ReSaD a eu lieu dans les locaux du SPONG en mai 2014

L'équipe ReSaD en séance de travail pour la préparation du projet Fleuve avec le Mécanisme Mondial

• Un document qui examine les bonnes pratiques mises en œuvre par les autorités locales et / ou des ONG dans la zone géographique potentielle de mise en œuvre des projets d'investissement de FLEUVE.
• Une étude sur les bonnes pratiques en agroécologie et leur potentiel de développement au sein d'un projet d'investissement de FLEUVE.
• Un document de synthèse sur les bonnes pratiques existantes dans le domaine du pastoralisme et son potentiel de développement dans les projets d'investissement FLEUVE principalement basée sur les enseignements tirés du Niger et du Mali.
• Un rapport de synthèse sur le développement de la coopération décentralisée dans les 5 pays de Fleuve et son utilisation potentielle dans les projets d'investissement de FLEUVE.

En parrallèle, les partenaires dans les pays ont accompagné les consultants du MM qui ont mené des missions exploratoires dans les différents pays, et ont participé avec eux à l'identification et l'écriture de Micro Projets d'Investissement (MPI) qui seront mis en œuvre en partenariat avec des collectivités locales dans chaque pays. Les partenaires ont aussi participé à l'élaboration du projet régional société civile, qui devra être discuté lors du prochain comité de pilotage début 2015. Le CARI, pour l'ensemble de ce projet, est l'interlocuteur relais de l'ensemble des partenaires de la société civile.

Réseau Drynet :

une année de transition après trois ans de soutien par la Coopération au développement de la Suisse

Drynet

En 2014 les activités du réseau international Drynet (http://www.dry-net.org/) ont été limitées du fait de la fin du financement de la coopération Suisse. Toutefois divers membres de Drynet ont poursuivi l'action tout au long de l'année en participant sur leurs financements propres à des manifestations internationales et selon le cas nationales. Le travail de concertation en réseau ne s'est donc pas arrêté.
En début d'année, un important travail de rapportage collectif a été effectué pour le compte du bailleur de fonds et la somme impressionnante des actions réalisées par le réseau lors des trois dernières années à été mise en évidence – dont 67 newsletter sur trois ans en 7 langues différentes.

Le rapportage comportait en outre une dimension d'enquête auprès des membres en cherchant à savoir au plus près quels étaient les impacts du réseau et de ses activités. Ce sujet ressort d'ailleurs comme une des questions clés pour ce type d'organisation en réseau : comment mesurer le changement réalisé grâce à l'existence et à l'activité du réseau ? Il apparaît que les outils d'évaluation dans ce domaine du changement social sont assez peu connus et même qu'il existe une faiblesse dans ce domaine.
En effet comment vraiment mesurer des changements de compréhension, de perception, de relations, d'ambiance même, qui ultimement impacteront sur les décisions et les actions grâce au réseau, mais qui ne sont pas des résultats en soi, ou alors simplement des étapes difficiles à caractériser, vers l'objectif final.

Enfin parmi les leçons apprises, entres autres au niveau de la coordination, le délicat équilibre pour le coordinateur de projet entre assurer un leadership puissant et favoriser l'autonomie des membres. De même, la consommation de temps de travail pour la gestion d'un réseau s'avère toujours dépasser les prévisions, non seulement pour assurer les tâches et fonctions prévues, mais aussi accompagner chacun au plus près de ses différents niveaux de mobilisation selon les actions et les sujets. Enfin l'analyse des impacts du réseau reste un chantier à développer autant du point de vue des méthodes que du temps et des moyens à y consacrer.
Le 17 juin, Drynet a contribué au mouvement de collecte des « selfies » sur le thème de la lutte contre la désertification et des clichés sont arrivés du monde entier sous le # climateproofmyland donnant ainsi à voir les personnes impliquées.

Extrait des selfies réalisés par les membres de Drynet à l'occasion de la journée mondiale de la lutte contre la désertification

Le mois de juillet a été caractérisé par la rencontre du réseau au cours des Rencontres de Caux en Suisse. Ces rencontres de haut niveau chaque année sont organisées par le mouvement international « Initiatives et changements » et portent en partie sur le lien entre terres, sécurité et paix.

Réunion annuelle du réseau Drynet à Caux (Suisse) en juillet 2014

Niger, Mont Bagzam

Plusieurs intervenants de haut niveau tel que le Secrétaire de Club de Rome ou la présidente de IUCN sont venu s'exprimer en 2014 sur place. L'une des spécificités de Caux est le mode participatif aux tâches d'accueil et d'hébergement ainsi que les groupes quotidiens de réflexion sur les sujets abordés en plénière.

Juste avant l'ouverture des rencontres, mais sur place à Caux, l'ensemble des membres se sont penchés sur le bilan et les perspectives du réseau Drynet . Diverses questions fonctionnelles, administratives et financières ont pu être partagées. Parmi elles, la nécessité de définir une cotisation pour les membres actuels et l'adhésion de nouveaux membres ont été discutés. Un barème de cotisation a pu être arrêté en s'appuyant sur l'expérience et les pratiques de réseaux similaires.
Au cours de rencontre de Caux un protocole d'accord a été signé entre Drynet et WOCAT ; ces deux réseaux ont des complémentarités fortes et sont de nature à alimenter à partir de cas concrets la base de données de WOCAT sur des cas de gestion durable des terres dans différentes conditions. Au-delà de la base de données, le protocole d'accord envisage la collaboration sur le terrain dans des projets concrets qui valoriseraient les méthodes actives de diagnostic collectif et d'action en matière de gestion durables des terres et leur suivi.

Par ailleurs, N. Oettle et P. Burger ont pu proposer lors des rencontres de Caux un atelier centré sur « gestion durable des terres, identité et foncier dans les zones arides » et une déclaration de Drynet en faveur des Rencontres de Caux a été faite

La fin de l'année a surtout été marquée par la participation de CENESTA (Iran) en tant que Drynet au Congrès mondial de l'IUCN en Australie. P. Burger a continué d'assurer la présidence de Drynet et TEMA la coordination sur des subsides fournis par le projet Community For Change hébergé par Both ENDS. En fin d'année P. Burger a participé à une réunion de réflexion informelle à Bonn sur le futur des rencontres de Caux en présence d'une quinzaine de partenaires.
Différentes newsletter en FR et EN et autres documents sont disponibles sur le site Internet : http://www.dry-net.org/index.php?page=4_1

Avec seulement 40 % du budget escompté finalement obtenu :
180 rencontres entre membres et institutions dans 12 pays
95 news sur le site Internet – 37 000 visiteurs par an

pS-Eau : favoriser les échanges entre les acteurs de la Méditérannée

pS-Eau

Un réseau au service de la solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984 lors d'un sommet des ministres européens, sous l'impulsion de la ministre française de l'Environnement, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. L'objectif affiché était de soutenir des initiatives locales françaises de coopération internationale dans le domaine de l'eau et de leur conférer une cohérence d'ensemble. Depuis 30 ans, le pS-Eau aide à la conception et au montage d'actions eau et assainissement, et à la mobilisation de financements. Cet accompagnement lui permet de disposer d'une vision continue et globale des actions menées, et des besoins d'appui des collectivités et ONG françaises.
La solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ne cesse de s'accroître et les enjeux évoluent, passant de la simple réalisation d'un point d'eau dans les années 1980 à la définition, aujourd'hui, de modes de gestion de systèmes de production d'eau potable qui associent usagers, collectivités locales et opérateurs privés.
Face à cette évolution, le pS-Eau a modifié et complété ses outils et méthodes d'appui. Il n'est plus seulement un outil d'accompagnement des acteurs locaux de la coopération décentralisée ; il explore également les enjeux de demain, perceptibles aujourd'hui, pour produire des outils et méthodologies d'intervention directement applicables sur le terrain.

Appui conseil en Languedoc Roussillon

L'accompagnement des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale intervenant dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement est le cœur du travail du pS-Eau et vise à renforcer la coopération de proximité, à la rendre plus efficace, plus cohérente avec les cadres d'intervention nationaux et compatible avec les aides multilatérales et bilatérales, dont elle constitue un complément indispensable.
Cet accompagnement vise les acteurs non gouvernementaux (associations de solidarité internationale, associations de migrants, ONG, collectivités territoriales et leurs groupements, agences de l'eau, fondations), en tant que porteurs de projets, ou en tant que partenaires financiers.

L'accompagnement des porteurs de projets peut se situer au niveau de la conception du projet (appui technique et méthodologique), au niveau du montage du projet (identifier les partenaires techniques et financiers, formuler une demande de financement), ou encore au niveau du suivi du projet et du suivi post-projet. L'accompagnement des partenaires financiers peut comprendre la définition d'une stratégie d'intervention (où intervenir ? quelles actions financer ?…) et la façon de la mettre en œuvre (comment appliquer la loi Oudin, animer un comité d'instruction, évaluer un projet).
Cette année l'accompagnement s'est orienté sur les collectivités locales qui ont souhaité s'engager dans la coopération décentralisée et sur l'identification de collectivités qui pourraient être sensible à un développement d'actions de solidarité internationale de leur commune.
Pour cela, ont été fortement appuyés la Ville du Vigan qui a lancé en 2013 une coopération avec la ville de Pel au Mali, ainsi que l'action de l'association des amis d'Abalak au Niger, ville jumelée avec Grabels et pour laquelle les acteurs souhaitent développer une coopération décentralisée dans le domaine de l'eau avec une implication forte de la Métropole de Montpellier.

Au niveau du Département de l'Hérault, il a été relancé différentes collectivités afin de connaitre leur souhait pour se mobiliser sur ces enjeux et un lien privilégié c'est développé avec la ville de

Rencontre groupe pS-Eau Maroc à Lyon

Marseillan qui souhaite s'inscrire dans une coopération avec le Maroc en lien avec l'association Experts Solidaires.

Animation Maroc

Le pS-Eau anime des réseaux-pays, dont un sur le Maroc à travers le CARI. Cette animation est réalisée en lien étroit avec les principaux acteurs intervenant dans chacun de ces pays : services techniques des Etats, associations de municipalités, SCAC, agences de coopération, ONG spécialisées, etc.

Pour chacun de ces pays, l'animation de ce réseau consiste à :

• **Assurer le recensement des acteurs** intervenant dans le secteur (porteurs de projets, partenaires techniques et financiers, bureaux d'études et entreprises) et des projets menés. Ces informations sont collectées et mises à disposition dans une base de données accessible depuis le site web du pS-Eau. Ce recensement quantitatif est dans certains cas complété par une analyse qualitative des actions menées par la coopération décentralisée et non gouvernementale française, faisant l'objet de publications.

• **Organiser des espaces d'échanges** entre les intervenants, en France. Une première réunion a eu lieu en janvier 2014 à Paris et une seconde sera organisée à Lyon en février en lien avec le réseau RESACOOP, réseau des acteurs de la coopération internationale de la Région Rhône Alpes.

• **Assurer un dialogue régulier avec les autorités nationales** en charge du secteur, axé sur la diffusion de la stratégie sectorielle nationale et sur la prise en compte et l'appui aux initiatives de la coopération décentralisée et non gouvernementale française.

• **Diffuser régulièrement de l'information** aux acteurs français intervenant dans le pays à travers des mailings, des newsletters régulières et la tenue à jour de pages web « pays ».

• **Réaliser des outils spécifiques** à un pays pour faciliter l'intervention dans le secteur. En particulier, le pS-Eau réalise, avec l'appui des Agences de l'eau, une série de « fiches pays » récapitulant les informations qu'il est essentiel de connaître avant d'intervenir dans le secteur eau et assainissement dans un pays donné. La fiche Maroc est en ligne sur le site :
www.pseau.org/pays.
Une fiche pays sur la Tunisie est également en cours d'élaboration.

canal d'irrigation, Tinghir, Maroc

l'équipe du Cari

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2014

de gauche à droite et de haut en bas : FINET Marion, LEPLAIDEUR Alain, MOREZ Robert, BURGER Patrice, DERKIMBA Adeline, BOUMEDIENE Aicha, CATHERINE Alain, BOUTONNET Françoise, MARTY André, BUTTET Georges, ALLEMAND Géraldine, BROSSE Christophe, CHENEVAL Jean Baptiste, REQUIER Mélanie, MAINGUY Martin, CUGERONE Lucie

LEPLAIDEUR Alain : ***Président, Expert du développement retraité***
CORNET Antoine : ***Vice Président, écologue et directeur de recherche émérite***
MARTY André : ***Vice Président, Sociologie pastoraliste retraité***
CATHERINE Alain : ***Trésorier, Agriculteur retraité***
REQUIER-DESJARDIN Mélanie : ***Secrétaire, enseignante / chercheur***
AMOUROUX Didier : ***Président association Ponterranga***
BERTON Sylvain : ***Directeur des opérations d'Agrisud international***
BOUTONNET Françoise : ***Acteur du développement rural retraité***
BUTTET Georges : ***Paysan retraité***
DUFUMIER Marc : ***Agronome retraité, agronome et enseignant AgroParisTech émèrite***
HERRMANN Michel : ***Agriculteur biologique***
LUCAS Xavier : ***Responsable export entreprise Focus***
MOREZ Robert : ***Consultant international en agroécologie***

de gauche à droite : BUTTET Georges, CUGERONE Lucie, ALLEMAND Géraldine, DERKIMBA Adeline et FINET Marion

PERMANENTS 2014

Directeur **: BURGER Patrice**

Adjoint administratif, financier et chargé de projets :
BROSSÉ Christophe
Coordinateur projet oasis :
CHENEVAL Jean-Baptiste
Chargée de projets réseau désertification :
DERKIMBA Adeline
Chargée de communication
ALLEMAND Géraldine
Volontaire en Tunisie :
BELMSAGUEM Noura
Volontaire au Maroc
MOUHSSIN Omar, BEN SAOUD Haifa, Lucie Lou GASCHY,Magali PREVOT
Stagiaires :
Marion FINET, Lucie CUGERONE, Lyla FAVRE et Manon CONSTANTY
Volontaire en Mauritanie :
MAHAMADOU ANGO Ibrahim

INTERVENANTS PROJETS AGRECOLOGIE 2014

DE PEYER Andy et Yvette : ***Agriculteurs bio en Cévennes***
HERMANN Michel : ***Pépiniériste bio dans les Cévennes***
PETRIMAUX Stéphane : ***Agriculteur en agroécologie***
SEARLE Grégory : ***Agriculteur bio à Aniane***

Formation couche chaude, Michel Herrmann

Les bailleurs du Cari en 2014

Les partenaires du Cari en 2014

CENTRE D'ACTIONS ET DE REALISATIONS INTERNATIONALES

Rue du Courreau 34380 Viols le Fort
Tél. : 00 (33) 04 67 55 61 18 - Fax 00 (33) 04 67 55 74 37
Mail : cariassociation@yahoo.fr
Site : www.cariassociation.org